

Le Libertaire

hebdomadaire

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

ABONNEMENTS POUR LA FRANCE

Un an. 6 fr. 1
Six mois. 3 fr. 1
Trois mois. 1 fr. 50

ADMINISTRATION ET RÉDACTION

PARIS — 15, RUE D'ORSEL, 15 — PARIS

Adresser tout ce qui concerne le journal à l'Administrateur

ABONNEMENTS POUR L'ÉTRANGER

Un an. 8 fr.
Six mois. 4 fr.
Trois mois. 2 fr.

L'ENFER

C'est là-bas, tout là-bas, sur cette terre brûlante d'Afrique, loin de ceux qui les aiment, loin du monde, loin de tout. Ils sont là, les gars, à peine vêtus de nippes grotesques, à peine nourris, bécotés, remuant la terre, cassant des pierres. Ils sont là penchés sur le sol, froids de fatigue et de peine, insultés, maltraités, torturés. A Biribi, c'est là qu'on crève... Pauvres gars !

Pourquoi les envoyait-on dans cet Enfer, pourquoi sont-ils à Biribi ? Oh ! ils n'ont pas eu besoin de faire grand chose pour cela, les disciplinaires qui cassent des pierres et qui se dessèchent sous le soleil africain ; non, sûrement, ils ont peut-être « sauté le mur » plusieurs fois pour retrouver leurs payses qui les attendaient, et cela suffit. Pour avoir trop aimé des clairs de lune et des joues de leurs bonnes amies, ils sont ici pour des années, pour toujours peut-être.

Ils n'ont pas commis un bien grand crime, ces soldats qui répondent vertement aux aneries d'un gradé, ou qui, dans un moment d'exaspération bien compréhensible, osèrent lever la main sur le soldat qui les insultait.

Ils sont ici pourtant, plus malheureux que le plus effroyable des Jean Hiroux, plus malheureux que des bêtes de somme ; ils font un labeur exécutant sous la menace constante du revolver qui pèse à la ceinture du Chaouch ; ils sont à Biribi pour des années, et Biribi mange leur jeunesse, leurs espoirs, fait de ces hommes sains, de ces gars robustes, des malades, des désespérés, des êtres finis.

Pauvre gars qui aimais ta payse, ta fiancée, qui formais avec elle les plus aimables projets d'avenir, qui construisais des châteaux merveilleux, pauvre petit soldat, tu les bâtis en Afrique, tes châteaux ; ils s'écroulent lamentablement sur le sable du désert. Crois-tu qu'elle t'attendra, ta promise ? Crois-tu qu'elle voudra d'un homme qui vient du bague ? Mais non, quand tu reviendras — si tu reviens — tu la retrouveras mariée à un autre, et il y aura belleurette qu'elle t'aura oublié.

Sous la tente, sous le marabout, comme tu dis, tout ce qui reste de bon, de propre en toi s'efface un peu tous les jours. Tu commences par être écœuré des accouplements monstrueux que tu voyais autour de toi, tu repousses avec indignation les dégoutantes propositions des anciens. Et puis, et puis... tu finis comme les autres, parce que tu ne savais plus, parce que le soleil d'Afrique exacerbaient ton désir, le coulait de la lave dans les veines, parce que tu n'étais plus qu'une pauvre brute inconsciente.

A Biribi, c'est là qu'on râle, On râle en rut ; La nuit, on entend hurler l'âme Qu'aurait pas cru Qu'un jour il s'rait forcé d' connaître Mam'selle Bibi, Car tôt ou tard il faut en être A Biribi.

L'officier, l'officier moralisateur, espoir de la France bien pensante, regard d'un œil complaisant et passe. C'est ainsi qu'à la section de discipline, à Ain-Draham, le lieutenant Anfort, voyant deux hommes s'embrasser, passe à côté d'eux en riant et leur souhaite bonne nuit.

Un jour, un nommé Gouret, qui tenait le rôle du passif dans un de ces épouvantables ménages, vint se plaindre à ce même lieutenant des brutalités de son seigneur et maître et lui demanda à changer de tente pour ne plus être obligé de subir les ignobles fantaisies de ce dernier.

Or, le lieutenant Anfort lui répondit textuellement : « Autant vous faire... ici qu'ailleurs ; puisque vous êtes avec Masson, restez-y ! »

Ce lieutenant était la distinction même ; un disciplinaire, le nommé Mar-

cel, ayant écrit au citoyen de Pressensé pour se plaindre des tortures infligées aux hommes punis, reçut de celui-ci une lettre et la montra au lieutenant Anfort qui lui répondit :

— Je me fous de Pressensé, de sa lettre et de vous ; allez-vous faire... tous les deux !

Gentil, n'est-ce pas ? D'ailleurs, Dubois-Desaulle, Jacques Dhur, Rouanet lui-même ont raconté ce qu'ils virent à Biribi.

S'il fallait énumérer toutes les atrocités, tous les crimes connus par les galonnés, on n'en finirait pas ; pourtant, il est des faits qu'il est difficile de garder pour soi quand on les apprend, parce qu'ils montrent à quel degré de férocité, d'abjection, peuvent descendre des hommes ivres d'autorité et de militarisme. Puisse, à la lecture de ces abominations, le cœur des mères se serrer ; puissent-elles, ces mères qui chérissent leurs enfants se révolter contre de pareilles choses, et puisse aussi le gars, le bon gars qui lira ceci, penser et se dire : « Tout, plutôt que d'aller là-bas ! les grandes routes ne sont pas faites que pour les chiens ! »

Voici donc quelques menus faits pour illustrer le livre d'or des compagnies de discipline :

Un jour que, dans une colonne qui allait de Ain-Draham au Col des Chênes, un homme ne pouvait plus marcher et restait en arrière, le sergent Suzini le fit ligoter et l'attacha en suspension sous la voiture ; le malheureux fit 14 kilomètres dans cette position ; il hurla longtemps, puis s'évanouit. Quand le détachement arriva à destination, le sergent Suzini le fit retirer de dessous la voiture : ce n'était plus qu'une pauvre chose minable, effondrée, une loque humaine. Pour le guérir, on le mit en cellule.

Un digne collègue de Suzini, le sergent Feugasse, ordonna un jour à un disciplinaire de transporter à lui seul un tronc d'arbre qui pesait, vous lisez bien : 183 kilos !

L'homme essaya inutilement, et, perdant la tête, pour ne pas commettre le crime de « refus d'obéissance », affolé, il se coupa un doigt.

Ce sergent Feugasse, qui est adjudant maintenant dans un régiment de France, fit passer, pendant les 10 ans qu'il resta dans les compagnies de discipline, 124 hommes en conseil de guerre.

Il y avait aussi, à Ain-Draham, le capitaine Nicolas. Les hommes ayant refusé un beau jour de manger une ratatouille innommable, le bon capitaine les avertit qu'ils n'auraient pas autre chose et, pour les narguer, il fit cuire deux œufs sur le plat qu'il donna à manger à son chien, devant les tentes, au milieu des hommes affamés.

Quand un homme n'était pas reconnu malade à la visite médicale, Nicolas, qui décidément n'aimait pas gâcher les denrées alimentaires, lui disait :

— Ah, ah ! mon gaillard, on a voulu carotter ; eh bien ! puisque vous avez besoin de repos, je vais vous mettre au repos des mâchoires. Vous irez en cellule, où vous resterez quatre jours sans manger ; si vous avez l'estomac chargé, cela vous fera du bien ; ensuite vous resterez quinze jours au pain sec !

Et il en était comme le capitaine le disait. L'homme puni endurait le supplice effroyable de la faim, et sortait du cachot hâve, décharné à moitié mort.

Voilà ce que font les officiers, nos officiers ; voilà ce qui se passe à Biribi. Et l'on voudrait qu'en face de tant de crimes, de tant de honte, l'on restât silencieux, que l'on s'en remit à la bonne volonté des législateurs qui, tous les deux ou trois ans, suppriment par un vote les châtiments et les instruments de torture chers à toute la cra-

pule galonnée des bagnes d'Afrique ? Les lois n'y font rien, le « tombeau », les fers, la crapaudine, les poucettes ne s'en portent pas plus mal ; les chaouchs continuent, ils sont plus féroces que jamais.

— Vous et votre De Pressensé, allez donc vous faire..., dit le lieutenant Anfort au disciplinaire Marcel.

Non, les lois, les supplices n'y font rien : il faut autre chose.

Il faut que les soldats, eux qui sont le nombre, se soulèvent contre leurs tortionnaires ; il faut que, par n'importe quel moyen, ils se soustraient à Biribi ; il faut qu'un souffle de fraternité et de révolte aussi, passe dans cette armée ; il faut vouloir être des hommes et se défendre, il faut agir froidement, résolument.

C'est trop de crimes, c'est trop de hideur là-bas. Et surtout n'espérez rien de la pommade parlementaire, les lois ne supprimeront jamais Biribi, où l'on garde des hommes comme Rousset. Vous, les pères de famille, vous les mères, vous les frères, les sœurs, les fiancées, les amantes, unissez-vous, révoltez-vous, criez avec nous : A bas Biribi !

Vous, les soldats que ce Biribi infernal menace, vous que pour des peccadilles on enverra peut-être agoniser dans les silos, souvenez-vous que si vous le voulez vous seriez les plus forts et que vous n'auriez qu'un geste à faire pour voir toute la clique de vos tourmenteurs fuir comme des lapins dans la plaine devant le chasseur.

Eugène Péronnet.



A QUOI TIENNENT LES CHÔSES

Alexandre Varenne, député socialiste de Riom, a été battu le 24 avril, au premier tour.

Varenne s'est toujours montré, au sein du Parti socialiste, partisan de l'alliance avec les radicaux. Pour lui, il n'y avait pas de bonne politique socialiste sans la reconstitution du bloc des gauches qui n'a jamais donné d'autres résultats que de mettre le socialisme à la remorque et au service du Parti radical.

Après Breton, c'était le plus modéré des socialistes et il s'opposait à l'exclusion de Breton, ne voulant pas être de la seconde charrette.

Or, Varenne a, depuis quelques jours, modifié son opinion. Il a connu de plus près les procédés des radicaux, il en a été victime, et voici que, commentant son échec, il dit dans l'Ami du Peuple, organe de la Fédération du Puy-de-Dôme :

« Ainsi, depuis des années, les socialistes ont été dupés et roulés par le Parti radical. Et leur dernière trahison a été pour atteindre et tondre l'homme (Varenne lui-même !) qui fut toujours, dans son parti, le défenseur infatigable de la politique de loyauté républicaine ; ils viennent de ruiner la politique d'entente entre radicaux et socialistes.

« Je le dis sans colère (?) et sans haine, mais avec une fermeté réfléchie, c'est maintenant entre les radicaux et nous la guerre sans merci, la bataille sans pitié. »

Et voilà, ingénument exposés, les ressorts secrets de toute politique. Cherchez l'intérêt personnel et vous trouverez le fond de toute tactique socialiste parlementaire.

ENCORE BIRIBI

« Oran, 28 mai. — On mande de Pré-vost-Paradol que, dans l'après-midi d'hier, deux détenus militaires, occupés à des travaux de terrassement sur la ligne du chemin de fer de l'Oued Tleta, ont été tués par un factionnaire qui les surveillait au moment où ils tentaient de s'enfuir.

« La rumeur publique dit que les fugitifs, se voyant poursuivis, avaient renoncé à conquérir leur liberté et avaient fait demi-tour pour revenir au camp. Ce serait à ce moment que le premier reçut une balle qui le traversa de part en part. Quant au second, ce n'est qu'au deuxième coup de feu qu'il aurait été tué. »

La rumeur publique est certainement dans le vrai. N'est-ce pas ainsi que les choses se sont toujours passées dans les bagnes militaires africains ?

Ça fait deux crimes de plus dont il sera demandé compte par le peuple, un jour prochain peut-être, et gare alors aux responsables !

UNE AFFAIRE D'OR

C'est bien le cas de le dire. Il ne s'agit de rien moins, en effet, que des mines d'or de l'Auvergne !

Et ne croyez-vous pas que ce soit une blague — du moins pour les lanceurs de l'affaire. La Société existe bel et bien, si les mines sont encore à trouver, et ses actions se négocient à la Bourse à raison de 198 francs, nous assure le Courrier du Parlement.

Mais qui pensez-vous qu'on ait mis à la tête de l'affaire ? J'espère que vous n'êtes pas en peine pour l'imaginer ; ces choses-là s'imposent tellement à l'esprit ! Ce sont donc deux parlementaires, — naturellement.

MM. Codet et Petitjean, sénateurs.

UNE AFFAIRE DE CŒUR

Et de sacré cœur, s'il vous plaît. Mais ce n'en est pas moins une bonne affaire, ici encore. Que de millions engloutis déjà au Sacré-Cœur de Montmartre. Ça n'est pourtant pas fini.

Nous avons sous les yeux une circulaire adressée à tous les catholiques de France qui commence ainsi :

« L'Eglise du Sacré-Cœur de Montmartre n'est pas terminée ; notre dernier appel, qui a suscité, cependant, de généreux, de touchants sacrifices, ne nous a pas apporté les ressources nécessaires pour l'achever ; cependant, rien n'est plus urgent ! »

Aie ! Est-ce que le suc des poires serait tari ?

Peut-être, car : « La Basilique serait achevée si le malheur des temps n'avait pas, dans ces dernières années, considérablement ralenti les offrandes. »

Aussi a-t-on soin de le dire : « Ce n'est que par des sacrifices que la France rachètera les crimes commis contre Dieu » (la Séparation, ce malheur des temps) ; et on ne manque pas d'ajouter :

« Nous rappelons qu'une messe y est dite chaque jour pour les bienfaiteurs de l'Œuvre et que, par un bref du 31

juillet 1905, Notre Très Saint-Père le Pape Pie X a accordé la bénédiction apostolique à toutes les personnes qui coopéreront à l'achèvement du clocher. »

Le commerce des indulgences n'est pas mort avec la Réforme, comme la cléricaille voudrait le faire croire.

SES DESSOUS

Pas ceux de la petite sœur... vous ne voudriez pas ! Les dessous de l'affaire Candide ne seraient autres, selon ce même Courrier du Parlement, que la rivalité existant entre la Société d'Ormesson et celle de la Tuberculose Humaine, dont le frère du docteur Petit s'occuperait activement. Les deux frères étaient sérieusement brouillés.

« Depuis une dizaine d'années, certains membres de la Tuberculose Humaine, jaloux des dons que recevait le sanatorium d'Ormesson, ont intrigué auprès du gouvernement pour qu'une loi fut votée concernant l'inspection des finances des œuvres de bienfaisance, et dans ces pressantes intrigues, l'établissement d'Ormesson était particulièrement visé. »

Il y a, parbleu, toujours des dessous. La petite sœur des pauvres, aux poches gonflées de colliers de perles et de pierres de diamants, n'a pas été seule à faire valser les millions des loteries, et si nos parlementaires ne réussissent pas à étouffer l'affaire, vous verrez qu'on en découvrira encore quelques-uns d'entre eux là-dedans.

On a déjà prononcé le nom de l'inévitable Rabier. C'est un commencement.

JUGEURS EN HERBE

Ils vont bien nos futurs cicaneux, nos magistrats, officiers, législateurs ou fonctionnaires en herbe, — les étudiants, en un mot.

Les uns saccagent des presses d'imprimerie, à Buenos-Aires ; d'autres, fils de rentiers ou de gros fonctionnaires, tentent d'assassiner une prostituée pour lui voler ses bijoux !

Belle élite de la jeunesse, en vérité, que MM. les étudiants.

FRERE CANDIDE

Celui-là ne connaît pas l'art de trafiquer avec les grands bijoutiers ; la chair humaine lui suffit. Mais ce qu'il y a de plus odieux, c'est qu'il s'agit de pauvres chaires enfantines que l'abbé Santol envoie, moyennant pourboire, grésiller dans les verreries.

Il paraît qu'il gagne gros à faire cet infâme commerce. On se demande quand nous en aurons fini avec cet abominable exploiteur de l'enfance, dont le nom revient périodiquement sur l'eau.

CONQUÉRANTS & CONQUIS

Quand les socialistes nous parlent, avec des regards d'extase, de la conquête des pouvoirs, rien de moins malaisé, pour nous, de montrer aux yeux impartiaux à la lumière des faits mêmes, que ce sont les socialistes que le pouvoir conquiert tous les jours davantage. Notre dernière campagne antiparlementaire nous a permis de le faire avec une abondance de preuves et des développements exceptionnels.

Les esprits clairvoyants, socialistes ou pas, se rendent même compte qu'une majorité parlementaire, serait-elle socialiste, se heurte à des nécessités de gouvernement (maintien de l'ordre, équilibre du budget, engagements antérieurs, pression du Capital et mainmise d'icelui sur la presse, partant sur l'opinion, etc.) d'un ordre tel qu'elle se trouve toujours exercer le pouvoir d'une manière bien peu différente de la majorité qui la précède. L'étiquette est changée ; les résultats sont presque les mêmes. Avec ce proces-

sus, dix mille ans de parlementarisme seraient nécessaires pour accomplir une véritable transformation sociale.

Mais ce n'est pas ça, bien entendu qui va faire changer d'idée les politiciens ou les aspirants politiciens du socialisme, surtout à l'heure où ils voient leur parti bénéficier — par suite de quels marchandages ! — de 26 sièges au Parlement. Il y a trop d'intérêts personnels en jeu. La conquête des pouvoirs peut bien reculer l'heure de la révolution sociale, nos arrivistes s'en moquent, ou plutôt ils s'en félicitent : la société bourgeoise est si douce à ceux qui détiennent l'assiette ! Ils se laissent donc conquérir en douceur ; tout est pour le mieux dans la démocratie radicalo-socialiste.

Au nombre des esprits clairvoyants dont je parlais, il faut, certes, compter Hervé. Et cependant nous le voyons, en son récent article de la G. S. — une

belle lettre, malgré tout, d'adieux temporaires à la liberté, — nous le voyons rester fidèle à ce calamiteux bulletin de vote d'où vient tout le mal. Bien mieux, ne se cramponne-t-il pas au P. S. U., qui a pour dogme fondamental la conquête des pouvoirs ?

A quoi servirait de voter, si ce n'était pour élire, pour conquérir des sièges ? Soit, nous dira Hervé, mais que du moins cela soit fait plus proprement. C'est-à-dire, sans doute, en dehors des marchandages avec la radicaillerie, sans le concours patent ou secret de la réaction.

« C'est de l'intérieur du Parti, écrit-il, que je continuerai, avec mes amis, à retentir tant que je pourrai le Parti unifié sur la pente glissante au bout de laquelle il y a la mare ministérielle où Briand a noyé son socialisme, et où Enrico Ferri, en Italie, est en train de noyer même son républicanisme. » O candeur ! On voit bien qu'il ne sait pas ce que c'est que de guigner l'assiette. Ah, oui ! allez retentir sur n'importe quelle pente les sincères qu'affoie le mirage du pouvoir, ou ceux pour qui la vue d'un siège, simplement, allume une flamme concupiscente dans le cœur !

Piètre querelle, au demeurant. Qui veut la fin, veut les moyens, disent les autres ; et quand ils sont en place : l'important est d'y rester.

On se demande seulement par suite de quelle aberration Hervé se refuse à reconnaître le dogme, nous le répétons, fondamental, de son parti, qui est la conquête des pouvoirs.

Le citoyen Henri Guernut, un co-unifié, rédacteur à la *Democratie Sociale*, s'est en tout cas chargé de lui dire qu'il n'y a pas de doute à avoir là-dessus. « Dans nos statuts, écrit H. Guernut, la conquête des pouvoirs est inscrite en propres termes ; c'est notre article, j'allais dire notre dogme fondamental, le seul qui nous distingue réellement (un rien !) des anarchistes. Car la propriété collective et l'union internationale nous sont communes aux uns et aux autres. »

Aussi est-ce en vertu de cet article qu'il demande l'exclusion de ceux qu'il appelle « les antiparlementaires de notre aile gauche. »

Mais est-ce vraiment antiparlementaire quand on continue de voter ? Encore une fois, à quoi servirait le bulletin de vote, sinon à faire des parlementaires ? Hélas, le citoyen Guernut a beau crier (après avoir parlé de la campagne antiparlementaire de la G. S. avec une mauvaise foi très socialiste), en s'adressant à Hervé et à ses amis : « Hors ! Hors du Parti, les antiparlementaires ! Hervé est deux fois dedans maintenant. Enchaîné au Parti, le voici par surcroît prisonnier dans les geôles radicales-socialistes. Et il reste antiparlementaire occasionnel, — occasionnel seulement, — c'est-à-dire, en somme, une conquête des socialistes.

D'autres conquis, et c'est ici que la chose devient tout à fait abracadabrante, ce sont les libertaires de la *Guerre Sociale*. Ce qui nous sépare des socialistes, bulletin de vote, et par suite la conquête des pouvoirs, sans cesser d'être un rien dangereux, est bien un véritable rien cette fois, puisqu'il ne s'agit plus, avec eux, que de voter blanc ! Car nos libertaires ne paraissent pas renoncer à leur idée (?) remisée un instant, pendant la campagne électorale.

On nous a parlé — et on y revient — de certaines régions où l'on serait tenu de voter. Il nous semble à nous que la propagande abstentionniste devrait s'exercer là plus encore qu'ailleurs. Sinon, selon le même prétexte, on pourrait tout aussi bien préconiser une platonique promenade dans les églises, là où les exploités se croient tenus d'aller à la messe et de communier « en chair et en esprit. » Quel enfantillage !

Quand sortira-t-on de toutes ces enfantines subtilités ? Quand nous accordera-t-on, ce qui est l'évidence même, qu'on ne peut être parlementaire et révolutionnaire, — antiparlementaire et votant ?

Dans la négative, il nous faudra bien, non sans mélancolie, inscrire au nom du P. S. U. une nouvelle conquête, celle des libertaires votants ; car enfin ce sont les socialistes parlementaires et avec eux, le parlementarisme tout entier, qui tireront bénéfice de cette belle tactique, cela saute aux yeux.

Pamphile.

Une affiche illustrée

CONTRE BIRIBI

Pour payer les 300 francs de dettes du Comité Antiparlementaire qu'il importe de liquider avant d'entreprendre autre chose, et parce que tous les groupes désirent intensifier la propagande antimilitariste, j'ai lithographié une affiche en hommage à Rousset pour le retour du corps d'Aernoult. Elle est tirée en noir et or.

Dans ma pensée, cette affiche est destinée à annoncer les conférences contre Biribi (avec projections lumineuses), que nous voudrions organiser dans tous les groupes, et à manifester publiquement notre réprobation contre tous les bagnes militaires au moment où on ramènera le corps d'Aernoult en France.

Tous les fonds qui m'ont été envoyés spécialement pour cette affiche et ceux qui viendront seront affectés à la liquidation des dettes antiparlementaires ; s'il y a un surplus, il servira à l'achat du matériel nécessaire pour les projections qui circuleront entre les groupes.

J'envoie un spécimen de l'affiche à tous les secrétaires, auprès de qui je m'excuse de ne pas leur avoir écrit (trop pris par mon travail personnel jusqu'au 15 juin).

Le prix de l'affiche est de 0 fr. 50 l'exemplaire et de 4 francs les 12, franco. Elles seront envoyées par retour du courrier.

GRANDJOUAN,
34, rue Lhomond.

Comité Révolutionnaire antiparlementaire

Souscriptions reçues du 19 mai au 30 mai, au secrétariat

M. B. Angoulême, 6 fr. 50 ; L. Comenry, 6 fr. ; M. G. Brioude, 1 fr. 50 ; E. D. Melun, 6 fr. ; A. B. Sepeaux, 4 fr. ; R. V. Mouy, 5 fr. ; H. B. Rouvroy, Nourméc, 4 fr. ; Léon Chou, 5 fr. ; M. N. Livarot, 3 fr. ; L. P. Lyon, 10 fr. ; P. M. Miramont, 5 fr. ; E. H. Mehun-sur-Yerre, 5 fr. — Total : 61 francs.

LA Conférence Bertoni

C'est devant un auditoire de militants venus nombreux que Louis Bertoni, ouvrier typographe, rédacteur du *Réveil Anarchiste* de Genève, fit sa conférence organisée par les *Temps Nouveaux*. La personnalité de Bertoni ne nous était connue que par ses articles du *Réveil* et par son activité en Suisse. Nous avons certainement tous gagné à une connaissance plus approfondie du propagandiste et de ses conceptions.

Malgré tout le désir que nous aurions de reproduire intégralement la conférence « Les syndicats et l'idée de Révolution », nous ne pourrions qu'en faire un exposé, fidèle le plus possible, mais manquant de cette allure ardente que sut y mettre le conférencier.

Bertoni rejette la formule de Karl Marx : *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*, qu'il trouve trop équivoque, pas assez précise. Il lui préfère celle de Charles Fourier : *Pour sa libération le prolétaire exercera toujours une puissance active qui ne sera jamais déléguée*.

Cette pensée sera la règle de toute sa vie, la méthode de laquelle il ne s'est jamais départi. La définition de l'esclavage il la prend dans Spencer : *L'esclavage c'est le travail pour le compte d'un autre*.

Nous parlant de la Suisse, il montre que l'action politique a fait ses preuves. La démocratie, de laquelle on attendait tout, n'a rien donné ; le vote obligatoire dans plusieurs cantons, cela répété plusieurs fois par an pour les choses les plus invraisemblables : vente de l'absinthe, maintien des maisons publiques, etc., a châté toute initiative. Les libertés politiques sont un leurre et l'expulsion un fait trop souvent répété.

Le Socialisme, avec la conquête des pouvoirs publics, a donné lieu à des exemples amusants et presque incroyables de ce que l'on peut attendre de ce mode de gouvernement. Témoignage chef de police socialiste de l'Internationale, ordonnant un jour la répression d'une grève comme chef de police, et convoquant, le lendemain, en tant que secrétaire d'un groupe socialiste, le peuple à un meeting de protestation contre les mesures de police prises la veille.

Sans répit sont votées des lois nouvelles toutes restrictives de liberté, prévoyant des sanctions inédites à des délits possibles. C'est le moment où jamais de dire avec Diderot : Plus un État est corrompu, plus on y fait de lois.

La bourgeoisie a employé ce système dans les ateliers en édictant des règlements nouveaux de travail et elle a été aidée dans cet esprit par les syndicats qui ont prévu les plus infimes détails d'organisation de la classe ouvrière, basant toute chose sur l'autorité, conduisant tous faits et gestes.

Notre camarade ironise ensuite et s'élève véhémentement contre la thèse éducationniste intégrale « chère à ceux qui éblouis par leurs connaissances livresques se chargent d'excommunier les abrutis ». Cela n'est pas nouveau, c'est l'argument des pasteurs protestants : instruisez-vous, éduquez-vous, transformez l'individu pour pouvoir transformer le milieu.

Le conférencier établit qu'entre l'esclavage et le salarié une seule différence existe : le droit pour le salarié de discuter les conditions de travail. Malheureusement, si le salarié fait cela, il oublie et les syndicats négligent de discuter avant tout la destination du travail, et c'est ainsi que du travail antisocial est effectué par des ouvriers syndiqués qui œuvrent de la sorte contre eux-mêmes.

Bertoni considère le syndicalisme comme le moyen le plus pratique pour le salarié de lutter contre l'exploitation, car l'isolé ne peut rien. Il ne faudrait pas cependant tomber dans un ouvriérisme ridicule et imaginer le producteur syndiqué comme un être supérieur.

La critique porte ensuite sur l'organisation syndicale centralisée, l'activité des syndicalistes la tyrannie qu'ils exercent sur le marché du travail, imposant leur volonté aux travailleurs, obtenant le monopole de l'embauche et faisant en sorte que les gileurs — les anarchistes souvent — n'en puissent trouver.

Il vante les syndicats autonomes et critique violemment le corporatisme étroit de certaines organisations ouvrières.

Notre camarade est un ennemi acharné des subventions : « Nous ne devons rien réclamer à l'État, mais tout lui refuser ; ainsi nous serons plus forts. »

L'organisation syndicale doit sans cesse se renouveler pour garder en elle-même des germes de révolte. Elle doit être débarrassée de toute fonction inamovible, car la propagande devient alors une carrière faussant souvent dans la politique.

Pas de chefs, pas de meneurs ; l'initiative et la volonté doivent être aussi bien en bas qu'en haut, ou alors le mouvement n'est que superficiel. La foule à laquelle il fait un mot d'ordre n'est pas dangereuse. De plus, un délégué peut devenir un traître, car les bourgeois usent fort bien de la corruption et si la corruption n'aboutit pas, il est facile d'emprisonner un meneur pour que le mouvement échoue.

Selon Bertoni, les syndicalistes révolutionnaires et les syndicalistes réformistes font une besogne identique. Les retraites ouvrières, arbitrage, contrat collectif, la réduction du nombre des apprentis, la réglementation du travail de la femme et du travail aux pièces peuvent être de menus avantages, mais la servitude se maintient ; c'est ce qu'il ne faut pas.

La « chasse au renard » paraît odieuse au conférencier, qui se prononce pour l'adhésion consciente et non pour l'embrigadement forcé.

La Prud'homme, loin d'être un avantage pour les ouvriers, est une duperie, car elle donne au travailleur une idée fautive de justice.

Le syndicalisme révolutionnaire n'est pas un moyen de transformation sociale ; il n'est même pas un bon moyen de réforme, de réalisations immédiates. Combattre une institution, c'est s'assurer des coups. On ne doit pas attendre des avantages du régime qu'on attaque, mais bien tout le contraire.

Les réformistes soucieux de réalisations immédiates sont mieux dans leur rôle que les révolutionnaires.

Il est déplorable que tant d'héroïsme, tant d'énergie soient dépensés pour si peu de chose qu'une augmentation de salaire, alors qu'une besogne si vaste est à faire.

Il faut sortir de ce cercle vicieux et se pénétrer de l'idée de la Révolution.

René Dolié.

(A suivre).

La Grande Révolution

par Pierre Kropotkine

Un fort volume de 750 pages, 2 fr. 75 ; franco, 3 fr. 25.

Dans ce style clair, sobre et vigoureux qu'on lui connaît, l'auteur trace un tableau saisissant des faits, depuis la prise de la Bastille jusqu'au début de la réaction thermidorienne. Il s'attache à mettre en relief le rôle du peuple dans la Grande Révolution ; et sans nul doute aucun historien n'avait jusqu'à présent analysé et dégagé aussi fortement l'action puissante et continue des gens du peuple.

Voici quelques titres des chapitres : Les deux grands courants de la Révolution. — L'esprit de révolte : les émeutes. — L'effort dans l'abolition des droits féodaux. — Efforts des Girondins pour arrêter la Révolution. — Les anarchistes. — Revendications sociales. — Nouveau soulèvement rendu inévitable. — Les terres sont rendues aux communes. — Le mouvement communiste. — Idées sur la socialisation du sol, des industries, des substances et des échanges. — Le 9 Thermidor : triomphe de la réaction.

PROPOS D'UN PAYSAN

LA FAILLITE DU SOCIALISME PARLEMENTAIRE

Quelques mots encore

— Quel esprit chagrin tu fais, père Barbassou. D'après toi, rien ne va, ni ici, ni nulle part. La conquête des pouvoirs publics est une fumisterie et les politiciens du socialisme ne valent pas mieux que ceux des autres partis.

— Les faits parlent suffisamment, ami Falourd. Tant pis si je chiffonne un tantinet ton béat optimisme.

Que veux-tu ? Il faut bien se rendre à l'évidence et, à moins d'être atteint de cécité, on est forcé de convenir que l'escamotage du socialisme par les bourgeois est désormais un fait accompli.

— Tu l'affirmes avec aisance, il te reste à le prouver.

— Volontiers. Le mouvement de régression a commencé en Allemagne, avec l'entrée au parti de Volz, ~~ex~~-zouave pontifical. Depuis, il n'a fait que croître et embellir.

— Et en France ?

— En France, mon pauvre Falourd, c'est pareil. L'escamotage bourgeois se dessina quand Millerand venant du radicalisme et Jaurès, son ami, arrivant du centre gauche, devinrent socialistes.

Et ça continue. Les bourgeois, surtout les jeunes bourgeoisillons viennent en foule à ce socialisme édulcoré, tandis que de plus en plus les travailleurs foutent le camp.

Le résultat, c'est : Millerand ministre, Briand ministre, Viviani ministre.

Le pontife Guesde nous avait prédit le triomphe du socialisme pour 1910, comme Engels, avant lui, l'avait prédit pour 1898.

Vat'en voir s'ils viennent, Jean. Les socialistes n'ont pas conquis le pouvoir ; le pouvoir, au contraire, a conquis les socialistes.

En plus du trio des ministres, Jaurès a vice-présidé la Chambre de 1902 et Andrea Costa, ancien anarchiste, est mort vice-président de la Chambre italienne.

Augagneur a été satrape à Madagascar. Labussière, de Limoges, est gouverneur d'une colonie quelconque. Palix, ancien député, est procureur de la République ; Gabriel Bertrand est consul à Damas ; Gabriel Deville ministre plénipotentiaire en Abyssinie ; Gérault-Richard, de sans le sou, est devenu millionnaire.

Ce n'est pas tout, le parti est pourvu de quelques millionnaires qui semblent être là, les délégués de la puissance capitaliste.

Autant d'agents désignés pour la surveillance de leurs coreligionnaires pauvres.

Que vont faire à la Chambre nouvelle les députés socialistes ?

Rien, d'après Jules Guesde. Ils attendront la fin, par consommation du radicalisme phthisique, et après, ma foi, ça sera leur tour.

Cette attitude à la César de Bazan, ce splendide isolement d'un groupe de députés faisant bande à part est tout bonnement impossible. Les députés socialistes, comme tous les autres députés, ont fait des promesses, en veux-tu en voilà, durant la période électorale. Comme les autres aussi, ils devront intriguer, courir les antichambres ministérielles, s'engluier jusqu'au cou dans la mêlée parlementaire pour donner satisfaction à leurs électeurs influents et s'assurer les chances d'une réélection ultérieure.

Jaurès, le premier trombonne de la fanfare législative, est sollicité par Combes pour la reconstitution du Bloc.

Il écartera certainement le « non possumus » de Guesde, son atrabilaire rival.

Les grandes réformes sociales projetées par Briand n'ont-elles pas son assentiment ?

De même qu'il a été le principal artisan de la loi d'escroquerie des retraites ouvrières et de l'impôt Caillaux sur le revenu, notre homme sera le protagoniste de l'arbitrage obligatoire et de la capacité civile et commerciale des syndicats.

Jaurès a été du reste en maintes circonstances l'approbateur enthousiaste des plus réactionnaires mesures.

Il fut le chaud partisan des *quinze mille francs* qu'il défendit contre les attaques des Archimbaud et des Sarrien.

Apparavant, honte suprême, il avait consenti à la constitution du cabinet Waldeck-Rousseau ; il avait accepté que son ami Millerand fut ministre à côté de Gallifet, fusilleur des communards.

Dans la dernière législature, il a été contre la *feuille de présence* attentatoire, d'après lui, à la dignité parlementaire.

Il est en outre de l'avis du national-radical Pourquerey de Boisserin sur la durée du mandat législatif — une Chambre élue pour six ans avec renouvellement par tiers tous les deux ans — ce qui nous donnerait un deuxième Sénat, une Assemblée tout à fait conservatrice.

Il est enfin, avec tous les Droitiers et avec le Briand de Saint-Chamond, partisan résolu du scrutin de liste, de la Représentation Proportionnelle et du remaniement administratif.

Or tu sais, mon pauvre Falourd, que cette façon de voter a des chances certaines de réussite pour les élections prochaines. Lucien qui en causait ici même (voir deux ou trois numéros du *Libertaire* du mois de décembre) était bon prophète, quand il nous prédisait son adoption.

Le scrutin d'arrondissement ne dit rien qui vaille aux politiciens de marque qu'il déquille avec autant de désinvolture que le menu fretin ; vois toi-même, parmi les deux cents et quelques black-bouls : que de types d'importance, tels Doumer.

Avec le scrutin régional, ce serait une autre paire de manches : quatre ou cinq départements actuels seraient réunis dans ces nouvelles circonscriptions. Tu aurais une liste de vingt ou trente députés, de beaux inconnus pour toi. Tu en connaîtrais tout juste un, l'ancien représentant de ton arrondissement contre lequel tu voterais, mais tu serais forcé d'avaler les autres.

Et comme la même opération se renouvelerait dans toutes les anciennes circonscriptions : biffage du député connu, mais acceptation des dix-neuf ou vingt-neuf autres ; tout le monde y trouverait son compte et les députés sortants, seraient à peu près tous réélus.

Je sais que ce remaniement du mode de scrutin qui aboutit à l'annihilation complète du rôle de l'électeur, déjà bien mince avec le système actuel, se pare d'un prétexte, superbe d'hypocrisie.

Il paraîtrait que le scrutin d'arrondissement favorise les intérêts locaux au détriment des intérêts généraux.

La perle n'est pas banale, et moi qui croyais que si l'intérêt général n'était pas la somme des intérêts particuliers, c'était de la duperie et de la blague.

Allons, bon ! voilà que le Parlement va devenir une cohue de rois fainéants, dont les ministres seront les Maires du Palais. Et dire que les républicains d'autrefois gueulaient contre le Pouvoir personnel, qu'ils ne voulaient ni Sénat, ni Présidence de la République.

Nos sociaux sont plus réactionnaires. Il leur faudra tous ces rouages et beaucoup d'autres encore, pour la fameuse dictature du Proletariat.

Je finis par croire que Lucien a raison. La formule du socialisme n'était pas des politiciens, c'est d'enrichir les chefs en roulant les simples soldats.

— Sacré Barbassou, il n'est jamais content, ronchonna l'ami Falourd.

Le Père Barbassou.

LA FÊTE ANNUELLE DE « LA RUCHE »

Par suite d'une circonstance tout à fait imprévue, la fête annuelle de La Ruche, que nous avons dernièrement annoncée, pour le dimanche 31 juillet, est reportée au dimanche suivant : 7 août. Cette date du dimanche 7 août reste irrévocable.

Encore une fois, nous prions tous les amis de ne rien organiser pour ce jour-là.

Sébastien Faure

Au Père-Lachaise

Les camarades sont venus en nombre, dimanche dernier, manifester au Père-Lachaise à propos des massacres de la Commune.

Nous avions, dans le *Libertaire*, adressé un appel pour cette manifestation et nous avons donné les raisons qui militaient en faveur de la participation des anarchistes à cette journée de souvenirs sanglants.

Nous estimions, en effet, qu'il est des circonstances où les anarchistes ont intérêt à donner le plus de publicité possible à leurs colères et à leurs espoirs. Nous estimions qu'il convient de distinguer entre une procession platonique de caractère et de mobile imprécis et une manifestation célébrant une époque révolutionnaire, tragique comme celle des journées de mai 71.

La presse bourgeoise n'a pu, cette fois, comme au lendemain de l'immense procession du dimanche 17 octobre, dire d'hier qu'il s'agissait de manifestation anticléricale. Le mobile en était bien différent et puis, sait-on jamais comment ces choses-là peuvent tourner ?...

Il nous a bien semblé qu'hier les flots avaient reçu l'ordre de n'employer qu'à toute extrémité la manière forte, et nous en pouvons trouver la preuve dans ce fait qu'ils se continrent tous sous les huées et les défis qui leur étaient jetés aux cris répétés de : « Vive Liabeuf ! »

Mais, d'ailleurs, il ne s'agit pas, surtout dans une manifestation, de défier les forces policières, alors que l'on est peut-être décidé à tourner les talons au premier geste offensif des flots et que l'on n'a sur soi d'autre arme qu'un couteau.

Il s'agit, quand on veut impressionner l'opinion, quand on veut gagner des sympathies, rallier des timides, il s'agit d'être nombreux et aussi désolés que possible.

Hier, les drapeaux et les étendards rouges ont défilé sur le trottoir devant des milliers et des milliers de curieux sympathiques. Les chants révolutionnaires ont été à toutes les oreilles, et la colère et l'espoir des manifestants. Et puis, nous étions, parmi la foule socialiste docile et pacifique, un certain nombre de... d'énergumènes pas fâchés de se reconnaître, de se comprendre, de se savoir disposés à n'accepter aucun coup.

Ceci nous amène à un regret, pourtant. Nous pouvions être plus nombreux, c'est sûr. Il faut attribuer l'absence de quelques-uns au dégoût très légitime des manifestations pacifiques, des processions encadrées, à la crainte que la journée de dimanche n'offrit tout cela.

Mais quand on aura reconnu qu'il est des manifestations utiles, impérieuses même ; quand on aura reconnu toute la valeur de l'entente et de la cohésion pour des buts précis et divers, on en reviendra à l'esprit anarchiste de révolte, de désobéissance, d'enthousiasme qui faisait autrefois marcher der-

rière le drapeau noir — autre part qu'au Triomphe de la République, — quand on pillait les boulangeries et que pour l'action révolutionnaire de la rue on ne s'embarrassait pas d'un iconoclasme d'apparence et d'apparat.

Georges Durupt.

FÊTE ET CONGRÈS DE "L'AVENIR SOCIAL"

Nous organisons, pour le dimanche 3 juillet, un Congrès de tous nos membres fondateurs et adhérents.

A l'issue de ce Congrès, à 2 heures, Fête d'été

dans le Parc de « L'Avenir Social »

Quelques orateurs amis, parmi lesquels nous pouvons citer déjà Albert Thomas, Marcel Sembat, Georges Yvetot, prendront la parole.

Partie de concert et fête enfantine.

Dans le prochain numéro du *Libertaire*, nous donnerons un programme plus détaillé de cette journée, et indiquerons l'heure du départ de Paris et le prix du voyage.

Nous invitons tous nos amis, tous ceux qui s'intéressent à notre œuvre ou désirent la connaître, à se donner rendez-vous à Epône le 3 juillet. Nous les invitons aussi à nous demander dès à présent notre Bulletin numéro 4 qui vient d'être terminé.

Madeline Vernet, « L'Avenir Social », Epône (Seine-et-Oise).

Sous la Livrée

LA CROSSE EN L'AIR

C'est ainsi, on l'a vu par les quotidiens, que sont entrés en ville quatre-vingts réservistes campés aux environs de Nîmes.

Nous apprenons que les autorités militaires se sont empressées de choisir quatre d'entre eux, qui vont être déferés au conseil de guerre. On doit nous tenir au courant ; nous en parlerons la semaine prochaine.

LES POLICIERS DANS L'ARMÉE

Le dernier numéro de la Voix du Peuple signalait toute une série d'actes révoltants commis par MM. les officiers de notre très républicaine armée.

Le secret des correspondances est violé, des perquisitions faites et des punitions prononcées, un peu partout en France, et tout cela parce que nos flots militaires ont appris que le « Sou du Soldat » des organisations syndicales avait envoyé un mandat aux jeunes syndiqués, actuellement sous la livrée militaire, à l'occasion du premier mai.

Aux faits rapportés par la Voix du Peuple nous pouvons joindre ceux-ci, qui se sont passés au 108^e de ligne, de Bergerac. Le jeudi 19 mai, tous ceux qui avaient reçu une lettre du « Sou du Soldat » et d'autres furent fouillés, leurs effets retournés ; certains durent même se mettre nus pour cela : bref, les officiers de chaque compagnie se livrèrent à une besogne digne des employés de Guichard.

On ne trouva rien. Par contre, la propagande révolutionnaire n'aura pas chômé, dans certains régiments, grâce à ce remue-ménage. Tous les soldats, en effet, demandent à connaître les militants inquiétés ; ils les pressent de questions, s'instruisent à qui mieux mieux. Jusqu'aux officiers qui se crurent obligés de parler, à cette occasion, des théories antimilitaristes et révolutionnaires.

Les flots de là ou d'ailleurs ont beau faire. La propagande ne s'en fait que mieux à la suite des persécutions. On s'en est aperçu tout récemment, à Nîmes avec le 240^e !

A propos de... Tripes

On vient de retrouver les boyaux d'Elisa Vendamme (la femme coupée en morceaux) dans le canal St-Martin (Les Journaux)

I

Gouvernant qui bois sans remords
Le sang d'ouvriers misérables
Et qui des tibias de nos morts
Fabriques les pieds de tes tables ;
Si l'on découpaient en morceaux
Le porc que recèle ton antre,
Comment retrouver tes boyaux,
Puisque tu n'as rien dans le ventre ?...

II

Ouvrier qu'on vole à plaisir
Sans craindre jamais ta colère,
Et que la mort viendra saisir
Dans la patronale galère ;
Si l'on découpaient en morceaux
Ta peau d'exploité jusqu'au centre,
Comment retrouver tes boyaux,
Puisque tu n'as rien dans le ventre ?...

III

Bourgeois qui, les yeux triomphants,
Gonflé d'égoïsme féroce,
Vois, des mères de nos enfants,
Passer le funèbre carrosse ;
Si l'on découpaient en morceaux
Ta vile carcasse de « pantre »,
Comment retrouver tes boyaux,
Puisque tu n'as rien dans le ventre ?...

IV

Et toi, l'abruti de vingt ans,
Pensant, au sortir des casernes,
Comme les baudets, au printemps,
Parqués dans les champs de luzernes,
Si l'on découpaient en morceaux
Ta chair où le plomb si bien rentre,
Comment retrouver tes boyaux,
Puisque tu n'as rien dans le ventre ?...

M

Et toi, le farouche anarcho,
L'indiscipliné de naguère,
Dont toutes les voix de l'écho
Ont redit les hurles de guerre ;
Si l'on te découpaient en morceaux,
Toi qui de vaillant fus le chanteur,
Comment retrouver tes boyaux,
Tu n'as que du son dans le ventre !...

Eugène Bizeau

Les Politiciens du Syndicat

Dans la Fédération nationale des Syndicats d'employés, Groupe révolutionnaire

AUX CAMARADES FEDERES

Victoire ! camarades, victoire ! Notre conseil fédéral vient de faire décrocher la timbale à un de ses membres ; cela fait au total deux quinze mille. Rozier ne suffisait pas, il nous fallait encore Aubriot. Et ce n'est pas fini, ils y passeront tous, car, en effet, d'autres sont derrière, guettant l'occasion pour, sur le dos de leurs camarades, se créer une situation de tout repos, à l'abri des petits inconvénients du syndicalisme. N'avons-nous pas d'autres politiciens en herbe ? Et Barbé (le candidat réactionnaire de Puteaux), et Dalle, et Désirai, et... d'autres encore.

Faut-il donc apporter cette nouvelle preuve de la véritable préoccupation des membres de notre Conseil Fédéral pour faire ouvrir les yeux aux aveugles ? Cette pépinière de politiciens n'est-elle point faite pour les tirer de leur torpeur ?

Nous estimons, quant à nous, qu'il est nécessaire de commencer dès maintenant, au sein de la Fédération, une véritable campagne de propagande révolutionnaire.

En effet, il est absolument inadmissible que nous restions impassibles en présence de la situation lamentable de notre Fédération, en présence également de l'inactivité syndicale du Bureau Fédéral, lequel, par ses attaques répétées contre le Comité Confédéral et par son attitude intransigeante à l'égard de nos vaillants camarades du Syndicat des Employés de la région parisienne, crée un malaise intenable parmi les camarades fédérés.

Nous ne pouvons admettre un seul instant tant de bienveillance d'une part, à l'égard d'un syndicat dont l'admission a été énergiquement repoussée par la Commission administrative de la Bourse du Travail et par l'Union des Syndicats de la Seine, et, d'autre part, le parti pris contre le Syndicat des Employés de la région parisienne, dont nos membres du Comité Fédéral refusent la fusion sans conditions, plaçant ce Syndicat, quoique adhérent à l'Union des Syndicats de la Seine, en dehors de la C.G.T., parce que non fédéré. Il faut que nous arrivions à imposer la fusion de ce syndicat avec la Chambre Syndicale de la région parisienne.

Nous engageons donc tous les mécontents de la Fédération, à quelque syndicat fédéré qu'ils appartiennent, à venir joindre leurs efforts aux nôtres, afin de nous débarrasser le plus tôt possible des politiciens de notre Comité Fédéral, imitant en cela l'admirable exemple de nos camarades des Chemins de fer.

C'est à cet effet que nous les convions à assister à la réunion que nous organi-

sons pour le vendredi 3 juin prochain, à huit heures et demie du soir, salle Jules, 6, boulevard Magenta, au cours de laquelle sera définitivement constitué le Comité Révolutionnaire et longuement exposée la tactique que nous entendons suivre pour l'avenir.

Donc, camarades, à vendredi prochain, sans faute.

BUHECKER, COMBES et DANRÉ,
des Sténographes.
BILON et LOIGNON,
des Comptables.
ESCAT,
des Courtiers Représentants.

P.-S. — Les camarades du Syndicat des Employés de la région parisienne sont de droit invités.

L'affaire du Dr Reichman

La décision du jury d'honneur

Les quotidiens ont parlé souvent, depuis un mois et demi, de l'affaire du Dr Reichman, un anarchiste roumain accusé d'être un agent à la solde de la police. Un jury d'honneur ayant été constitué pour éclaircir cette affaire, nous n'avons pas voulu en entretenir nos lecteurs avant que la lumière soit faite sur le cas de Reichman.

Aujourd'hui, le jury d'honneur nous prie de publier la décision qu'il a prise après avoir examiné l'affaire pendant près de 30 séances.

Nous la publions sans commentaires, certains que tous les gens de bonne foi considéreront cette affaire comme définitivement solutionnée, et que ceux qui avaient accusé Reichman reconnaîtront loyalement qu'il s'était trompés sur le compte de ce dernier.

A la suite d'articles signés Th. Dragu, parus le 10 mars et le 25 mars 1910, dans le *Courrier Européen*, accusant Adolf Reichman, sujet autrichien, d'être un policier au service de la sûreté roumaine, Adolf Reichman pria différents organes révolutionnaires, notamment la *Vie Ouvrière*, de prendre sa défense.

Enquêtant par les graves présomptions, qui pesaient sur Reichman, la rédaction de la *Vie Ouvrière* voulut, avant de prendre une décision, être complètement au courant de l'affaire.

Pour cela, elle convoqua à une réunion, qui se tint le 9 avril, les accusateurs et l'accusé : Dragu et Barbu Eftimiu d'une part, Adolf Reichman de l'autre. A cette réunion étaient également convoqués la rédaction du *Courrier Européen*, celles de la *Guerre Sociale*, des *Temps Nouveaux* et du *Libertaire*.

Des difficultés ayant été soulevées dès le début par l'accusé au sujet de la publicité des débats et du droit qu'auraient les accusateurs de publier les révélations, qu'il pourrait être amené à faire, il fut convenu d'un commun accord qu'il serait constitué un jury, ayant pleins pouvoirs pour conduire l'enquête au sujet des accusations visant Reichman et aux décisions duquel les accusateurs et l'accusé déclareraient par avance se soumettre.

Ce jury fut composé de sept membres, trois choisis par l'accusation, trois autres choisis par l'accusé et un président désigné par les six premiers.

Les membres choisis par l'accusation furent :

ait lieu non pas le lundi, mais le lendemain même. Nous acceptâmes, d'accord avec M. Eftimiu.

En effet, le lendemain, samedi soir, eut lieu la première séance, au cours de laquelle l'accusation, dans la personne de M. Dragu, exposa ses griefs.

Désirant que tous les journaux révolutionnaires fussent représentés à ces séances, nous avions envoyé une douzaine d'invitations. Le camarade Pierrot, invité pour représenter les *Temps Nouveaux*, s'excusa ; j'avais envoyé une invitation à un vieux militant, que je supposais, — à tort, a-t-il répondu — au courant de semblables affaires, et qui aurait pu, dans ce cas, nous aider de son expérience — James Guillaume — qu'il déclina, par des considérations intéressantes, mais peut-être pas très fondées ; Hervé, ne pouvant venir, se fit remplacer par Percéu pour la *Guerre Sociale*, et Matha vint du *Libertaire*.

Mais à cette première séance, il se passa une scène scandaleuse. Après avoir longuement discuté pour savoir si ces réunions auraient un caractère purement documentaire, afin de permettre à chacun des représentants de se faire individuellement une conviction sur cette affaire, ou, au contraire, d'organiser un jury secret, présentant toutes garanties d'honorabilité, qui serait appelé à rendre un verdict collectif, devant lequel, naturellement, quel que fût ce verdict, accusateurs et accusé devraient s'incliner ; M. Dragu affirma que quelle que soit la décision que prendrait l'honorable jury, il entendait non seulement conserver ses convictions intimes, ce qui est légitime, mais que, en dépit des preuves présentées par Reichman, établissant le néant des accusations et justifiant sa conduite, il entendait passer, par-dessus le verdict et continuer sa campagne. L'intérêt politique était donc évident.

H. Lanz.

(A suivre).

L'Affaire Reichman

On a pu lire dans les journaux quotidiens du commencement de la semaine, que le jury d'honneur réuni pour examiner la valeur de l'accusation portée contre le camarade Reichman, venait de rendre, après deux mois d'enquêtes et de discussions, un verdict établissant que l'accusation n'est pas fondée. Ce verdict est d'autant plus sérieux que le jury était composé de sept militants, au-dessus de tout soupçon, dont trois Français, membres du Parti socialiste unifié, et dont trois Roumains, membres du groupe socialiste roumain. Ces derniers, d'abord convaincus de la culpabilité de Reichman, et quoique leur décision pût porter un grave préjudice à leur Parti, et à eux-mêmes, ont cependant affirmé que Reichman n'était pas un agent provocateur.

Or, le verdict n'a encore été publié intégralement par aucun journal, et notamment par l'*Humanité*, qui en avait reçu le texte le premier. J'expliquerai plus loin pourquoi.

Je me propose ici de retracer rapidement l'origine du jury d'honneur et ensuite de montrer clairement aux camarades, la canaillerie dont a fait preuve l'accusation tant aux débuts qu'après les débats. Il m'est impossible de parler des débats eux-mêmes, ceux-ci ayant été strictement privés ; mais j'assistai aux premières séances, avec d'autres camarades, qui pourront certifier mes affirmations.

Dans les commencements du mois de mars, le camarade Dudragne, des « Libres Discussions », rue de l'Hôtel-de-Ville, m'avertit qu'un camarade roumain, qu'il avait déjà entendu quelque part, devait venir faire une causerie sur « La philosophie de l'anarchie » ; ajoutant que ce camarade était des plus intéressants. Curieux de voir discuter

l'anarchie autrement que par les fantaisies des Individualistes, j'allai à cette réunion avec Murmain et un autre ami.

Ce fut, en effet, intéressant ; nous primes ensuite la parole pour discuter certains points qui nous semblaient contradictoires et la soirée se termina amicalement avec Reichman que nous ne connaissions pas du tout auparavant. Après cette réunion, qui eut lieu le mercredi, 9 mars, nous l'invitâmes à venir s'entendre avec nous sur ce sujet, qui devait avoir une suite publique, car nous n'acceptions nullement la plupart de ses opinions. Il accepta de venir le samedi, 12 mars ; mais le vendredi soir, nous reçûmes une carte-lettre, dans laquelle il nous disait que sur l'avis pressant de sa mère, habitant la Roumanie, il devait quitter Paris immédiatement pour se rendre à Londres. La cause ? C'était que sa mère craignait que son fils fut extradé et livré à la justice roumaine, comme complice d'un attentat contre le ministre Bratianu, qui avait eu lieu, à Bucarest, le 8 décembre 1909. Crainte chimérique, sans doute, car au lendemain de l'attentat, Reichman avait été arrêté, maintenu dix-huit jours en prison, et enfin relâché, aucune preuve de sa participation n'ayant été relevée. Néanmoins comme la terreur et le bon plaisir règnent en Roumanie, au moins autant qu'en Russie, Reichman obéit à sa mère et partit.

Un mois après environ, Dudragne qui était resté en correspondance avec Reichman, reçut une lettre dans laquelle on le pria d'intéresser quelques amis à sa cause et de prendre sa défense dans les journaux révolutionnaires français, afin de répondre aux calomnies publiées par les journaux socialistes et démocrates roumains : *La Romania Muncitoare* et *L'Adeverul*, — l'accusant d'être un agent provocateur à la solde de la police roumaine.

Dudragne vint nous trouver, apportant cette lettre et un brouillon d'article, expliquant brièvement les faits que nous ignorions. Que devions-nous faire ? Naturellement, sachant par expérience quelle est l'attitude constante des social-démocrates vis-à-vis

des anarchistes, nous décidâmes de prendre sa défense. Après avoir complété l'article envoyé par Reichman, avec des parties de sa lettre à Dudragne, copiée à la machine à une dizaine d'exemplaires, afin d'être envoyé à divers journaux révolutionnaires. Cependant, il fallait signer cet article. — Reichman ne l'avait pas fait, déclarant qu'il fallait que des Français le signent, afin qu'il eût un retentissement en Roumanie, — où les journaux refusaient d'insérer ses protestations.

Une signature individuelle eût été sans portée ; il fallait nécessairement organiser un groupe qui se chargerait de poursuivre l'affaire. Mais, afin de gagner du temps, on décida d'envoyer les articles aux journaux, en les prévenant qu'un groupe allait se constituer qui enverrait ensuite des signatures. Ce qui fut fait.

Nous les envoyâmes à quelques journaux, notamment au *Libertaire*, au camarade Pierrot pour les *Temps Nouveaux*, puis au *Réveil* de Genève.

J'en pris moi-même un exemplaire pour *La Vie Ouvrière*. Mais là, j'appris par Monatte, avec surprise, que *Le Courrier Européen* avait publié deux articles, signés Thomas Dragu, le 10 et le 25 mars, dans lesquels Reichman était accusé formellement, documents à l'appui, d'être un agent provocateur.

Sur la recommandation de Monatte, je me précipitai au *Courrier Européen* pour avoir des éclaircissements. M. Ch. Paix-Séailles qui s'y trouvait me renvoya à la « Ligue d'Action Républicaine », 19, rue Auber, pour voir M. Mony-Sabin, lequel était très au courant de la question.

Ce dernier, après m'avoir affirmé que Reichman était un policier des plus dangereux, m'invita à revenir dans la soirée, où je devais trouver M. Thomas Dragu, l'auteur des articles. Et, effectivement, le soir je retournai avec Murmain à la Ligue, où nous eûmes une discussion au sujet de ces articles, qui, ainsi que nous l'avouâmes, ne nous avaient pas convaincus.

Mais M. Dragu nous déclara qu'il n'avait pu donner dans le *Courrier* toutes les preu-

ves qu'il possédait et qu'il les exposerait s'il y avait lieu. Troublés profondément par ses affirmations concernant les nombreux voyages de Reichman et ses ressources, nous n'avions plus qu'à nous incliner.

Sur notre désir d'organiser un jury d'honneur (puisque Reichman l'avait demandé en Roumanie) où accusateurs et accusé seraient confrontés, M. T. Dragu nous déclara qu'il avait déjà eu l'intention d'intéresser les socialistes français à cette affaire. Quant à Reichman, il affirma ne pas le connaître personnellement, mais vouloir surtout atteindre par-dessus sa personne la police de sûreté de Bucarest, ajoutant toutefois qu'il était convaincu que Reichman ne se présenterait pas devant le jury projeté ; mais qu'il n'avait aucune haine contre lui, et qu'il ne demandait pas mieux que l'accusé put démontrer son innocence.

Après avoir interrompu la publication des articles déjà expédiés, et décidé une réunion pour le lundi suivant, 11 avril, — (nous étions le 4 avril et il fallait laisser à Reichman le temps de venir ou d'expliquer le motif de son refus possible) — j'envoyai, d'accord avec Monatte, à Londres, une lettre, le mercredi 6, dans laquelle, sans parler de l'accusation du *Courrier Européen*, j'invitai Reichman à se présenter à cette réunion. Mais, contrairement à la prévision de M. Thomas Dragu, Reichman arriva à Paris trois jours d'avance, dans l'après-midi du vendredi.

Lui ayant expliqué, devant un de ses accusateurs, M. Barbu Eftimiu, qu'il s'agissait de se présenter devant un jury d'honneur pour savoir s'il était agent provocateur ou non, et pour organiser, dans ce dernier cas, une campagne dans les journaux révolutionnaires, il accepta immédiatement, ajoutant qu'il avait longtemps désiré être entendu devant des camarades et expliquer sa situation.

D'autre part, il était fort pressé ; il avait acheté à Londres un billet pour Bucarest et voulait se présenter le plus tôt possible devant la justice de son pays pour y faire la lumière. Il croyait, comme nous, que les débats ne dureraient guère que deux ou trois séances, et voulait que la première réunion

1° Mony-Sabin, rédacteur au *Courrier Européen* ;
2° S. Schwartz, secrétaire du groupe des ouvriers socialistes roumains de Paris ;
3° Barbu Lazareanu, membre du même groupe.

Les membres choisis par l'accusé furent :

1° Louis Perceau, rédacteur à la *Guerre Sociale* ;
2° H. Amore, rédacteur à la *Vie Ouvrière* ;
3° Murtmain, rédacteur à la *Vie Ouvrière*.

Le président du jury fut d'abord Matha, du *Libertaire*, puis R. Louzon, du Parti Socialiste (S. F. I. O.).

Mony-Sabin ayant démissionné au cours des débats, et l'accusation s'étant déclarée dans l'impossibilité de lui choisir un remplaçant, Radu Florescu, membre du Comité du Groupe des Ouvriers Socialistes roumains de Paris, fut désigné par les deux membres restant choisis par l'accusation : Lazareanu et Schwartz, pour compléter le jury.

Le jury, ainsi composé, a pris, à l'unanimité, la décision suivante :

Après avoir entendu l'accusation sur les faits reprochés par elle à Adolf Reichmann :

Après avoir entendu les explications de ce dernier :

Et après s'être livré à diverses enquêtes, le jury d'honneur déclare que l'accusation portée contre Adolf Reichmann d'être un agent à la solde de la police roumaine n'est pas fondée.

En conséquence, le jury invite les accusés à tenir leur engagement de ne rien révéler de ce qui a été apporté par Reichmann devant le jury.

La décision précédente sera communiquée à l'Humanité, au journal socialiste roumain *Romania Muncitoare*, à la *Guerre Sociale*, à la *Vie Ouvrière*, au *Libertaire*, aux *Temps Nouveaux*, au *Réveil de Genève*, ainsi qu'au *Courrier Européen*.

Paris, le 26 mai 1910.

R. Louzon, S. Schwartz, Barbu Lazareanu, Radu Florescu, Louis Perceau, H. Amore, Murtmain.

Cette communication devait paraître dans la *Guerre Sociale* de mercredi ; un accident de mise en pages en a retardé l'insertion.

Contrat collectif

Quelques corporations du Bâtiment, telles que la maçonnerie, avaient, en 1909, engagé une grève qui se termina par la signature d'un contrat accueilli chaleureusement par les syndicats, les fédérations réformistes et, en particulier, par Keufer, de la Fédération du Livre. D'autre part, notre ami Pierrot montra, dans les *Temps Nouveaux*, le danger du contrat collectif s'appuyant sur un tas de considérations dont on peut reconnaître aujourd'hui toute la valeur, car les faits lui ont donné raison.

Le contrat a été pour nous un marché de dupes, s'écrient les maçons. Et c'est en masse qu'ils viennent, au Tivoli, écouter divers orateurs chanter le *De profundis* du contrat collectif.

Un ordre du jour, trop long pour être publié, fut voté par 8.000 ouvriers maçons. En substance il ressortit ceci de cette réunion :

Le contrat est rompu.

Il n'a jamais véritablement existé. Pour quelles raisons les travailleurs de cette corporation avaient signé le contrat, malgré les protestations de nombreux camarades, voilà ce qu'il s'agit de faire connaître, et cela sans reticences, au risque de blesser certains de nos amis.

Eh bien ! il faut le dire, cette corporation était fatiguée de lutter. Il y avait chez elle une dépression morale et ceux qui avaient marché parce qu'on leur avait dit de marcher, couru parce qu'on leur avait montré l'outil de courir, étaient las avant d'être arrivés au but. Nos camarades qui étaient à la tête de ces organisations, ou du moins beaucoup d'entre eux, étaient, en principe, contre le contrat ; mais il fallait y aller, car, si la grève se terminait par un échec, c'était la fin ; on prévoyait un désastre, la mort de l'organisation.

Le contrat a permis un certain ressaisissement. Nous sommes heureux de le constater.

Quant à la cause de la démoralisation constatée, elle est due tout simplement au manque d'éducation. Lorsqu'un général mène une troupe sur un champ de bataille, celle-ci est préparée à la besogne à faire. Il nous faut, dans nos syndicats, préparer les individus à la lutte, en faire des énergiques, des hommes raisonnant leurs besoins, leur situation et essayant eux-mêmes de s'entendre sur les moyens à employer pour agir avec efficacité.

Une organisation n'est forte qu'autant que les éléments qui la composent sont forts. Que nos camarades s'attellent à la besogne ; elle est rude, ingrate même, mais lorsqu'on a la foi, on arrive à vaincre. Lorsque nous aurons fait comprendre aux syndiqués qu'il n'y a aucune possibilité d'entente avec le patronat, que tant que le dualisme actuel existera, travailleurs et capitalistes seront des adversaires farouches, nous aurons accompli de la bonne besogne. Les travailleurs de doivent donc pas s'arrêter à des solutions aussi puériles que le contrat collectif.

Un Syndiqué.

INFAMIE NOUVELLE

En avril dernier, les ouvriers poseurs de rails de la Compagnie du Nord, estimant, avec juste raison, que les conditions dans lesquelles ils travaillaient devaient être modifiées, que les salaires qui leur étaient octroyés avaient besoin d'être relevés, et la durée de leur journée de travail diminuée, les poseurs de rails s'agitèrent.

Après maints conciliabules et force délégations à la direction, ils se résolurent à employer le seul moyen qui leur restait : la grève. Ils lâchèrent le travail.

Immédiatement, celui qui, naguère, voulait que nous allions à la bataille avec piques et fusils, mit au service de MM. Rothschild et Cie, la force armée. Flicards, gendarmes, fantassins et cuirassiers furent massés le long des voies de chemin de fer. On pensait, sans doute, que les grévistes allaient s'en emparer et faire marcher le tout au seul bénéfice de la collectivité. Hélas ! on n'en est pas encore là !

Quoi qu'il en soit, le 25 avril, à Saint-Denis, des grévistes apprenant que quelques renards travaillaient sur la ligne, voulurent aller faire comprendre à ces inconscients serviteurs du patronat qu'ils devaient, eux aussi, lâcher le travail. Rue des Poissonniers, les grévistes rencontrèrent les cuirassiers et les sergents.

C'est là que se place l'épisode qui fut raconté ici, comme dans tous les journaux. Ruée des flics et des soldats sur les manifestants ; blessés nombreux ; tous du côté ouvrier ; arrestation de quelques-uns des grévistes.

L'un d'eux, Philippe, 20 ans, arrivé depuis quelques semaines de Bretagne — par conséquent, on fera difficilement croire qu'il est un gréviste habituel, un émetteur professionnel — fut tiré à bout portant par le sous-brigadier Cournot.

Plusieurs grévistes arrêtés — et, parmi eux, des blessés — furent condamnés. Quant à Philippe, après être resté plusieurs semaines entre la vie et la mort, on l'a extrait de l'hôpital et transféré à la Santé.

N'a-t-on le condamner ? Après avoir fait l'assassin, furieux de n'avoir point réussi, l'enverra-t-on crever dans une prison centrale ?

C'est ce qu'a demandé la Bourse du travail de Saint-Denis qui, au lendemain même des événements du 25 avril, faisait campagne contre le crime commis par la soldatesque et la flicaille.

Mardi, un meeting fut organisé auquel avait été convié la population ouvrière dionysienne. Tour à tour, nos amis Louis Granddidier, secrétaire de la B. du T., J. July, secrétaire de la section des terrassiers, Joguet, des électriciens, G. Yvetot, secrétaire confédéral, stigmatisèrent l'attitude prise par les dirigeants dans la circonstance.

La Bourse du Travail de Saint-Denis n'en restera pas là. Ses militants, tout en sachant fort bien qu'il n'y a rien à attendre de bon de la bourgeoisie, veulent, par une agitation intense, empêcher qu'on ajoute un crime à un autre crime ; elle ne veut pas que Philippe soit condamné. Y réussira-t-elle ?

En tout cas, il est bon de faire savoir que l'assassin Cournot est allé opérer ailleurs, au Petit-Livry, et non à Colombes, comme je l'ai dit par erreur dans la *Guerre Sociale*. Là-bas, il est encore en présence de grévistes. Veut-il une autre médaille ? C'est possible ; mais ça pourrait, cette fois, être les travailleurs qui la lui décerneraient. Et comment !

Louis Granddidier.

L'Agitation

MARSEILLE

Le comité de Défense Sociale de Marseille a convié dimanche la population marseillaise à venir protester contre l'assassinat d'AERNOULT à Djenan-el-Dar par trois chaouchs militaires et contre la condamnation du disciplinaire Rousset à cinq ans de prison, pour avoir dénoncé le crime et le nom des assassins ; contre les procédés de la hiérarchie militaire voulant traiter et punir comme des bestiaux les réservistes dans un champ de manœuvres, à Nîmes, et qui veut sévir ensuite contre les Jeunes et Bourses du Travail des autres départements.

Le groupe fait un appel pressant à tous les camarades, à tous les individus désireux de discuter. Notre salle de réunion, disons-le en passant, est d'ailleurs complètement indépendante du café.

Samedi 4 juin, causerie par un copain : « Ce que veulent les anarchistes ».

Organisation d'une balade et d'une controverse avec les sillonnistes.

et qui, à cause de cela, s'est vu infliger cinq ans de prison par le conseil de guerre d'Oran. Il faut, disent les orateurs, devant de tels faits savoir taire ses opinions personnelles, pour que justice soit faite.

Une grande quantité de travailleurs ont répondu à l'appel du Comité de Défense et se sont engagés à faire dans les ateliers dans leurs groupements, au sein de leurs familles, une propagande incessante et incessante pour abattre l'ogre qui a pour nom le Militarisme.

Un ordre du jour conçu en ce sens, a été enlevé à l'unanimité.

Pour le Comité de Défense Sociale de Marseille

Le secrétaire : EDOUARD BARRAT.

Nota. — Assemblée générale du Comité de Défense Sociale de Marseille, Dimanche 5, à 6 heures trente du soir, Bar Marjous Blanc, Boulevard Dugommier.

Communications

PARIS

L'Art révolutionnaire. — Sous ce titre s'est constitué un groupement exclusivement artistique, destiné à propager l'idée de Révolution dans les milieux prolétaires par le théâtre, par la chanson et par la poésie. Au peuple qui se complait aux insipides ordures du Beuglant, l'Art Révolutionnaire s'efforcera de donner des notions régénératrices d'esthétique sociale.

Vendredi 3 juin, à neuf heures du soir, salle Châtel, 2, boulevard Magenta, conférence publique par le poète-chansonnier Maurice Dobbler, sur *La propagande révolutionnaire par la chanson. — Les efforts tentés depuis quinze ans*.

A cette réunion sont particulièrement invités les poètes, chansonniers, littérateurs, musiciens, conférenciers, auteurs, dessinateurs et artistes socialistes et libertaires de Paris.

Adresser les adhésions à Léo Poldès, 5, rue de Provence (9^e).

Les camarades syndiqués sont priés de se trouver dimanche matin à 9 heures et quart précis, café Châtel, 1, boulevard Magenta, Urgence.

Tenir à la main Les Temps Nouveaux ou Le Libertaire.

Causeries populaires des 19^e et 20^e, 14, villa de l'Ermitage, 315, rue des Pyrénées, réunion du groupe tous les mercredis.

Aux antiparlementaires.

Notre groupe a pris l'initiative d'organiser une balade champêtre, en vue de s'amuser d'abord, mais aussi de resserrer les liens de camaraderie entre les camarades ayant pris part à la campagne antiparlementaire qui vient d'avoir lieu. Par les discussions qui peuvent s'engager à l'issue de cette petite fête, nous espérons faire germer des idées utiles pour l'intensification de la propagande générale.

Départ à 10 heures du matin, à la gare Saint-Lazare le dimanche 12 juin, à 8 heures du matin, pour se rendre à Fosses-Repos. On descendra à Ville-d'Avray, 1^{er} fr. 20 aller et retour.

Voilà le journal de la semaine prochaine pour renseignements complémentaires.

Cours d'Idé — Lundi 6 juin, à 8 h. 3/4, à la Coopération des Idées, 157, faub. Saint-Antoine, commencera un nouveau cours de Linguo International en six leçons, par Papillon.

Union des ouvriers sur métaux. — Réunion mensuelle samedi 4 juin, à 8 heures du soir, à la section du douzième, 35, rue du Sergent-Bauchat.

Ordre du jour :

Causerie sur les grèves et leurs conséquences ;

Secours aux victimes du bi-métal.

La libre Discussion. — Causeries du 4^e, 69, rue de l'Hôtel-de-Ville. — Mercredi 8 juin, à 8 heures et demie, conférence par Jacques Debout.

Sujet traité : « Comment on parle en public ».

BOULOGNE-BILLANCOURT

Les camarades de la région se réunissent tous les jeudis salle Dange-Jouin, 79, avenue de la Reine, où ils font des causeries, en attendant d'avoir un local à eux.

Ceux qu'un groupement de ce genre séduit peuvent donc venir tous les jeudis.

PONTOISE

Réunion du Groupe le samedi, 4 juin, à 8 heures et demie, au siège social, 14, rue de la Cour (Place du Grand-Martroy).

Causerie par un camarade.

AIX-EN-PROVENCE

Groupe d'Education Libre. — Libertaires et révolutionnaires sont instamment priés d'assister à la réunion du samedi 4 juin 1910, Bar Brissac, rue Saint-Laurent.

Causerie discussion du camarade P. Lejeune. — Alliance communiste anarchiste. — Biri et la police des mœurs. — Anticléricalisme. — Antimilitarisme. — Définition précise du Sillon. — Le cas de Liabent. — La fête de Jeanne d'Arc. — Les fraudes boulangères. Mesures à prendre.

BORDEAUX

Tous les libertaires, les syndicalistes révolutionnaires, les antiparlementaires, sont invités à venir samedi soir 4 juin, au Bar du Dragon, 11, rue des Augustins. Causerie par un camarade de Paris. Communication importante.

Université Populaire. — Tous les adhérents sont priés de se rendre le samedi 4 juin, à 9 heures du soir, au Bar du Dragon, rue des Augustins.

Ordre du jour : Formation du nouveau bureau. — Nomination d'une commission pour élaborer un programme pour la bonne marche et le fonctionnement de l'U. P.

Avis. — Quel que soit le genre ou le nombre des camarades, ces décisions seront prises définitivement.

BOURGES

Le Comité fédéral des Jeunes Syndicalistes du Cher demande à se mettre en rapport avec les Jeunes et Bourses du Travail des autres départements.

Ecrire : Benoit Fernand, 25, rue de Pignoux, Bourges (Cher).

CLERMONT-FERRAND

Groupe d'Etudes Sociales. — Libre discussion — Tous les samedis, à 8 heures et demie, réunion du groupe, salle du Café Populaire, place Gambetta, aux Salins.

Le groupe fait un appel pressant à tous les camarades, à tous les individus désireux de discuter. Notre salle de réunion, disons-le en passant, est d'ailleurs complètement indépendante du café.

Samedi 4 juin, causerie par un copain : « Ce que veulent les anarchistes ».

LYON

Jeu 2 juin, réunion au café Brosse, 62, rue Mercière.

Les libertaires qui veulent se joindre au groupe nouvellement formé, sont priés d'assister à cette réunion où sera discutée l'orientation à

donner au groupe et la propagande à entreprendre.

MONTLUÇON

Le groupe libertaire de Montluçon, voulant propager l'idée néo-malthusienne à l'aide de conférences, prie les camarades et groupes de l'Allier de s'aboucher avec lui afin d'organiser une tournée en commun.

Ecrire à Max Vovies, secrétaire du groupe, 157, rue de la République, Montluçon.

SAINT-NAZAIRE

Groupe d'Education. — Camarades, à Saint-Nazaire l'agitation est nulle : ceux qui se sont réunis dimanche dernier invitent donc tous les individus dont la raison de vivre ne se borne pas à se remplir la panse, à venir grossir notre petit groupe.

Réunion dimanche matin 5 juin, à 9 heures et demie, à la Maison du Peuple.

Nota. — Les camarades et les groupes de Paris ou de province qui auraient quelques brochures ou bouquins en trop, seraient bien aimables de les faire parvenir à Kouault-Pitre, 176, rue Ville-les-Martin, à Saint-Nazaire.

VIENNE

Causeries Populaires, 11, rue du 4-Septembre — Samedi 4 juin, à 5 heures et demie, causerie sur le « Collectivisme ».

Cercle d'Etudes et de Propagande de l'« Eglantine Parisienne, 61, rue Blomet. — Causerie par le camarade Dulac sur « L'Alcoolisme et l'enfance ».

Organisation de la fête de Villeneuve-le-Roi le 12 juin.

Urgence.

BEZIERS

La libre Discussion. — Exceptionnellement, la réunion du samedi 4 juin se tiendra au bar de l'Opéra, allées Paul-Riquet (premier étage).

Dimanche après-midi, à 5 heures, réunion au café Calmels, 27, avenue de Bédarieux (premier étage).

NIMES

Groupe d'Etudes sociales. — 17, rue du Mûrier d'Espagne. — Samedi 4, causerie scientifique, par Jules Guéry.

Petite Correspondance

ALPHONSE GADY. — Votre ami Albert Hayart, 18, rue Nationale, Béziers, désire recevoir de vos nouvelles.

LA MENAGERE. — Avez oublié de joindre la communication à votre lettre.

AU CAMARADE DE RENNES. — Lisez les communications du Libertaire et de la Guerre Sociale, vous ne tarderez pas à trouver l'adresse que nous cherchons. Les ouvrages dont vous parlez ne sont pas illustrés.

LEROUX. — Passez au Libertaire, on vous donnera l'adresse que vous désirez.

L'IMPRIMERIE « L'ESSOR », à La Flamen-grie (Aube) informe les camarades — en particulier ceux de la région du Nord — qu'elle est en mesure d'exécuter tous les travaux (de ville ou de propagande) qu'ils voudront bien lui confier. Adresser les commandes à Stephen Mac Say.

EN VENTE

au « Libertaire »

Toute commande de librairie doit être accompagnée de son montant en timbres, mandats ou toute autre valeur.

Adresser lettres et mandats à Louis Matha, 15, rue d'Orsel.

La deuxième colonne indique le prix par la poste.

BROCHURES

Pages d'histoire socialiste (Cherke-soff) 0 25 0 20
L'Etat et son rôle historique (Kropotkine) 0 25 0 20
Les Temps Nouveaux (Kropotkine) 0 25 0 20
Aux jeunes gens (Kropotkine) 0 25 0 20
La morale anarchiste (Kropotkine) 0 25 0 20
L'Anarchisme et l'anarchie (Kropotkine) 0 25 0 20
Si j'avais à parler aux électeurs (Jean Grave) 0 25 0 20

Organisation, initiative, cohésion (Jean Grave) 0 25 0 20
La panacée-révolution (Jean Grave) 0 25 0 20
A mon frère le paysan (Reclus) 0 25 0 20
Entre paysans (Malatesta) 0 25 0 20
Aux anarchistes qui s'ignorent (Ch. Albert) 0 25 0 20
A B C du libertaire (Lernina) 0 25 0 20
L'Anarchie (Malatesta) 0 25 0 20
L'Anarchie (A. Girard) 0 25 0 20
Les Anarchistes et l'affaire Dreyfus (S. Faure) 0 25 0 20
La question sociale (S. Faure) 0 25 0 20
Arguments anarchistes (Beaure) 0 25 0 20
La loi des salaires (J. Guesde) 0 25 0 20
Le droit à la paresse (Lafargue) 0 25 0 20
Le communisme et les paresseux (Chapelier) 0 25 0 20
La femme dans les U. P. (E. Girault) 0 25 0 20
La Justice (Cherke-soff) 0 25 0 20
Le Patriotisme, par un bourgeois, suivi des Déclarations d'Emile Henry (Sébastien Faure) 0 25 0 20
La Femme esclave (Chaughli) 0 25 0 20
Le procès des quatre (Almeryda) 0 25 0 20
Les Incendiaires (J. Grave) 0 25 0 20
Les Crimes de Dieu (Séb. Faure) 0 25 0 20
Boycottage et sabotage 0 25 0 20
Grève et sabotage (Fortuné Henry) 0 25 0 20
V. A. B. C. syndicaliste (Georges Yvetot) 0 25 0 20
Le Machinisme (Jean Grave) 0 25 0 20
La responsabilité et la solidarité dans la lutte ouvrière (Nettlau) 0 25 0 20
Le manuel du soldat 0 25 0 20
Aux Conscrits 0 25 0 20
Patrie, guerre et caserne (Ch. Albert) 0 25 0 20
Le militarisme (Nieuwenhuis) 0 25 0 20
Le militarisme (Fischer) 0 25 0 20
L'antipatriotisme (Hervé) 0 25 0 20
Colonisation (Jean Grave) 0 25 0 20
La Croix en l'air (E. Girault) 0 25 0 20
Contre le brigandage marocain 0 25 0 20
Mystification périodique et solidarité (Stokkeberg) 0 25 0 20
La Classe ouvrière ; les boulangers (L. Bonnet) 0 25 0 20
Propos d'éducateur (S. Faure) 0 25 0 20
Politique (Ch. Albert) 0 25 0 20
Le Syndicalisme révolutionnaire (Griffuelhes) 0 25 0 20
La révolte du 17^e 0 25 0 20
Les déclarations d'Etievant 0 25 0 20
Fin de la congrégation, commémoration de la révolution (Gohier) 0 25 0 20
La peste religieuse (Jean Most) 0 25 0 20
Entretiens d'un philosophe avec le marchand (Diderot) 0 25 0 20

LE GRAVEUR BRETON, 5, rue St-Vincent, à Saint-Malo (I.-et-V.) enverra sa carte-pocette (La côte d'Emeraude) 10 vues eau-forte, dès réception de 0 fr. 50 à tous ceux qui lui en feront la demande.

Un copain sans travail céderait son dictionnaire La Châtre relié, tout neuf, pour 50 francs. Ecrire au Libertaire.

Vient de paraître :

LES EMPLOYES DE MACASINS, par Léon et Maurice Bonnet, une brochure de 32 pages, édition de la *Guerre Sociale*.
Prix : 0 fr. 15 ; franco : 0 fr. 20.
Des mêmes auteurs :

LES TERRASSIERS. — Une brochure de 32 pages, édition de la *Guerre Sociale*.
Prix : 0 fr. 15 ; franco : 0 fr. 20.
Ces deux nouvelles brochures font partie de la série *La Classe Ouvrière*, que nous avons déjà eu l'occasion de recommander à nos lecteurs lors de l'apparition de la première brochure, *Les Boulangers*.

L'ACTION DIRECTE, par Emile Pouget. Une brochure de 32 pages, édition de la *Guerre Sociale*.
Prix : 0 fr. 10 ; franco : 0 fr. 15.

LES METIERS QUI TUENT par L. et M. Bonnet
Enquête auprès des syndicats ouvriers sur les maladies professionnelles.
En vente au Libertaire ; une brochure de 140 pages, prix : 0 fr. 75.

Samedi 4 juin 1910

réclamer dans tous les kiosques :

LA BARRICADE

par Victor Méric, Maurice Allard, André Morizet.
Dessins de A. Delannoy

Le numéro 10 centimes. Tous les samedis.

LES MARTYRS DE CHICAGO (1887)

Une brochure, avec portraits de Spies, Lingg, Fischer, Engel, Parsons, Fielden, Schwab et Neebe.
L'exemplaire, 5 centimes. Le cent, 3 fr. 50, franco.

Le meilleur moyen pour assurer l'existence du « Libertaire », c'est de lui faire des abonnés.

BIBLIOTHEQUE NEO-MALTHUSIENNE

Eléments de science sociale (La Pauvreté, la Prostitution, le Célibat), 1 vol. in-8^e, 500 pages..... 2 50 0 50
Etiquettes, feuille de 25 étiquettes différentes, les 4 feuilles..... 0 15 0 20
Population prudence par Paul Robin Breviaire de la femme enceinte (Lip Tay) 4 50 0 45
Déchéance de l'espèce humaine (P. Robin) 0 40 0 15
Le Néo-Malthusianisme par P. Robin Contre la nature (Robin) 0 40 0 15
Malthus et les néo-malthusiens (Robin) 0 40 0 15
Pain, loisir, amour (P. Robin) 0 40 0 15
La grève des ventres 0 15 0 20
Moyens d'éviter les grandes familles Ayons peu d'enfants (Chapelier) 0 30 0 25
Génération consciente (Frank Sutor) 0 75 0 25
Prévention sexuelle (Lip Tay) 0 75 0 25
Prophylaxie sexuelle (Lip Tay) 4 50 0 45
Libre amour et libre maternité (P. Robin) 0 10 0 15
La loi de Malthus (G. Hardy) 0 75 0 85

Comment nous ferons la Révolution Par E. Patard et E. Pouget
Un volume, pris dans nos bureaux : 3 fr. ; franco : 3 fr. 25.

CARTES POSTALES

DU « LIBERTAIRE »
PORTRAIT DE FERRER
et de
SOLEDAD VILLAFRANCA
L'ASSASSINAT DE FERRER
(Leurs arguments)

La pièce, 0 fr. 40. Le cent, 3 fr., pris dans nos bureaux ; 4 fr. franco recommandé.

Un Livre Utile

Moyens d'éviter la grossesse, par G. Hardy, 1 fr. 25 ; franco, 1 fr. 40 recommandé.

Cet ouvrage est précédé d'un exposé des motifs individuels, familiaux, sociaux de vulgariser la préservation sexuelle.

Il est divisé en deux parties :

1^{re} Notions sur la génération, sexuelle, fécondation ;

2^e Moyens d'éviter la conception, à employer soit par l'homme, soit par la femme. Tous les procédés jusqu'ici connus d'éviter la grossesse sont ensuite exposés en détail, matière dont ils sont fabriqués, entières de les employer, nettoyage, entières en bon état, avantages et inconvénients, etc... Sous ce rapport, cette brochure est certainement la plus complète qui ait parue jusqu'ici.

L'imprimeur-gérant :
Hélène LEZABET
15, rue d'Orsel. — Paris.